
Nom du projet : SKBoWa (Sikasso - Korhogo - Bobo Dioulasso - Wa) **PN: 20.2011.3-006.00**

TERME DE REFERENCE

**Evaluation sommaire de cinq filières et des MPME y
opérant**

Février 2025

CONFIDENTIAL

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	2
I. Informations générales	3
Objectif de la prestation	4
Résultats attendus	4
Les livrables	5
Zones concernées	5
II. Exigences pour l'offre	9
1. Qualification du personnel objet de l'offre	9
1.1 Expert-e 1 : Direction de l'équipe Expert/e national/e, spécialiste en analyse des filières agricoles	10
1.1.1 Qualifications générales	10
1.1.2 Expérience régionale/connaissance du pays	10
1.1.3 Langues : tout candidat qui n'a pas niveau C1 en français se voit éliminer	10
2. Consignes de calcul	10
3. Conception	12
III. Exigences relatives au format de l'offre	15
IV. Protection des données et sécurité de l'information	15
V. Annexes	16

Liste des sigles et abréviations

ANPE : Agence Nationale de Promotion de l'Emploi
AOPP : Association des Organisation Paysannes Professionnelles
BMZ : Coopération Economique et du Développement
DLCA : Délégation Locale des Chambres d'Agriculture
DNA : Direction Nationale de l'Agriculture
DNEF : Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNEFP : Direction Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DNF : Direction Nationale des Frontière
DNH : Direction Nationale de l'hydraulique
DNGR : Direction Nationale du Génie Rural
DNPIA : Direction Nationale de la Production et des Industries Animales
DNPSIAP : Direction Nationale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique et de la population
DRA : Direction Régionale de l'Agriculture
DRE : Direction Régionale de l'Elevage
DREFP : Direction Régionale l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DRGR : Direction Régionale du Génie Rural
DRPIA : Direction Régionale de la Production et des Industries Animales
CCFAP : Centre de Formation Agro- Pastoral
CCIM : Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali
CDER : Centre de Développement Economique Régional
FENAJER : Fédération Nationale des Jeunes Ruraux du Mali
IER : Institut d'Economie Rurale
GIE : Groupes d'Intérêts Economique
GIZ : Coopération Technique Allemande
GLCT : Groupement Local de Coopération Transfrontalière
IMF : Institutions de Microfinances
MA : Ministère de l'Agriculture
MAECI : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
MATD : Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Décentralisées
MOVE-REACH : Resilience against Climate Change
MOAP-NW : Market-oriented Agriculture Programme
MPME : Micro, Petites et Moyennes Entreprises
ONG : Organisations Non Gouvernementales
PADREIII : Projet d'Appui à la Décentralisation et à la Réforme de l'Etat
PFUA : Programme Frontière de l'Union Africain
PAIRed : Participation, accountability and integrity for a resilient democracy
PASSIP : Programme d'Appui au Sous-Secteur de l'Irrigation de Proximité
ProRES : Renforcer la résilience dans le nord de la Côte d'Ivoire
SKBoWa : Sikasso - Korhogo – Bobo Dioulasso – Wa
TDR : Termes de Référence
UE : Union Européenne

I. Informations générales

a. Informations succinctes sur le projet

Les dynamiques transfrontalières dans la zone SKBoWa reposent sur les relations et les liens socioculturels qui existent entre les populations frontalières. Ces liens sont à l'origine de plusieurs interactions et de la mobilité transfrontalière.

Pour soutenir ces dynamiques, renforcer la résilience et la coopération transfrontalière, le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) et l'Union Européenne ont cofinancé l'action multi-donateurs « **Régions transfrontalières pacifiques et résilientes dans les pays sahélo-côtières Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali - Coopération transfrontalière SKBoWa (Sikasso - Korhogo - Bobo Dioulasso - Wa)** ». Cette action multi-donateurs est mis en œuvre par la GIZ.

L'action est intégrée dans les deux programmes du BMZ intitulés « Programme Décentralisation et Cohésion Sociale (PDCS) » et « Programme Développement de l'Agriculture (PDA) » au Burkina Faso. D'autres projets/programmes mis en œuvre par la GIZ et financés par le BMZ participent également à sa mise en œuvre dans les trois autres pays concernés. Il s'agit, en Côte d'Ivoire du Programme « Renforcer la résilience dans le nord de la Côte d'Ivoire » (ProRES), au Ghana des programmes financés par l'UE et le BMZ « Resilience against Climate Change » (MOVE-REACH), « Sustainable Employment through AgriBusiness (AgriBiz) », composante « Market-oriented Agriculture Programme (MOAP-NW) », et « Participation, accountability and integrity for a resilient democracy » (PAIReD).

Au Mali, il s'agit du Programme « Décentralisation et Bonne Gouvernance » (PADRE), du Programme « Renforcement du Système national de conseil et de formation agricole au Mali » (PASSIP), ainsi que le programme régional financé par le Ministère fédéral allemand des affaires étrangères « Programme Frontalier de l'Union africaine (PFUA) ».

Le projet SKBoWa, qui vise à réduire l'impact des conflits locaux dans les zones frontalières par l'amélioration des conditions de la sécurité humaine dans des zones frontalières est structuré autour de quatre (04) volets :

- la promotion de la gouvernance locale ;
- la promotion de la sécurité et de la cohésion sociale ;
- la promotion du développement économique local ;
- le dispositif d'analyses (volet transversal).

La zone d'intervention du projet SKBoWa, est une zone d'agriculture par excellence qui est importante pour la génération de revenus et la sécurité alimentaire locale. Un défi majeur est de faire en sorte que cette agriculture soit plus productive, diversifiée et servir de sources de démultiplication d'emplois pour les plus vulnérables (femmes, jeunes, personne réfugiées etc.). Le Projet SKBoWa apporte une réponse à cette problématique à travers son volet « **Promotion du développement économique local** » qui vise comme résultat : « L'accès aux opportunités de développement économique local pour les femmes, les jeunes et d'autres groupes vulnérables est amélioré ». Au Mali, le volet développement économique local du projet SKBoWa se concentre dans 03 zones transfrontalières :

- ✓ L'espace transfrontalière du Kénédougou regroupant 04 cercles et 08 communes.
- ✓ L'espace transfrontalier Loulouni-Ouéleni composé de 03 cercles et 04 communes
- ✓ L'espace transfrontalier de la Bagoé communément appelé Badenya qui regroupe 03 cercles et 05 communes.

Au sein de ces dynamiques, 05 filières porteuses et à vocation transfrontalières ont été retenues par les acteurs. Ces filières sont : le riz, l'anacarde, la pomme de terre/ maraîchage, la mangue et la volaille.

Pour la promotion de ces filières, le projet SKBoWa/ Mali, compte appuyer un nombre important d'entreprises de différents niveaux notamment dans le domaine des intrants, de la production, de la transformation et de la commercialisation. Pour ce faire, le projet envisage de réaliser une évaluation sommaire des filières sus-citées ainsi que les entreprises travaillant déjà dans le but de promouvoir ces chaines de valeurs. Les résultats de ce diagnostic devraient permettre de développer une stratégie et d'identifier des mesures d'appui correspondantes en vue de la promotion de ces filières et entreprises. Pour la réalisation de cette étude, le projet cherche un prestataire de services dans le domaine des filières agricoles et entrepreneuriales. Les présents TDRs élaborés dans ce sens, décrivent les objectifs, les résultats attendus et les missions du prestataire.

Objectif de la prestation

L'objectif général de l'étude est de décrire les cinq filières retenues, de caractériser les MPME¹ qui œuvrent à leurs promotions afin de développer une stratégie et des mesures d'appui correspondantes.

Les objectifs spécifiques de l'étude sont :

- ✓ Collecter les informations de base sur les filières retenues (riz, mangue, pomme de terre/ maraîchage, anacarde et volaille) et de décrire leurs pertinences transfrontières dans le cadre du projet SKBoWa/ Mali ;
- ✓ Répertoire et évaluer les capacités entrepreneuriales des MPME à caractères transfrontaliers sur la base des 9 critères de compétitivités². Aussi les capacités de production, de transformation, de commercialisation, de maîtrise de bonnes pratiques, des normes de qualité, etc... seront évaluées ;
- ✓ Sur la base des résultats du diagnostic, proposer des axes stratégiques d'intervention par CVA et par catégorie MPME.

Résultats attendus

Les résultats attendus de la mission sont les suivants :

- ✓ Une situation de référence sur les filières et les MPME est constituée et permet au projet SKBoWa de prendre des décisions par rapport de la production, transformation, accès au marché, accès au financement, renforcement de capacités, etc. ;
- ✓ Une stratégie ainsi que les mesures d'appui ciblées par filière et par catégorie d'acteurs au niveau micro (y compris MPME), méso et macro sont proposées ;
- ✓ Une analyse croisée des résultats des 3 études (Mali, Burkina et Côte d'Ivoire) en termes de défis, de synergie, de prospectives, des axes d'interventions, etc. est faite.

¹ Micro, petites et moyennes entreprises : 2-249 employés. Compte tenu des particularités locales de la région SKBoWa, les entreprises composées d'une seule personne peuvent également être prises en compte.
Micro: 2-9 // Petit: 10-49 // Moyen: 50-249
Formalisé et non formalisé.

² a) réduction des pertes post-récolte, b) augmentation de l'utilisation des capacités, c) augmentation de la qualité des produits, d) innovation de produit (y inclus la diversification), e) exploration de nouveaux marchés, f) établissement sur le marché, g) amélioration de la gestion d'entreprise, h) accès au financement, i) amélioration des performances du personnel

Les livrables

- ✓ La liste d'au moins 600 MPME et les clients/ réseaux de producteurs/ bassins d'approvisionnement de l'autre côté des frontières (coopératives, entreprises individuelles, entreprise SARL, associations, unions, fédérations, etc.) ;
- ✓ La liste des centres de formation caractérisée des deux côtés des frontières ;
- ✓ La liste des périmètres aménagés pour le développement des activités maraichères et rizicoles et proposer lesquels sont propices ;
- ✓ La liste des marchés ruraux à caractères transfrontalières (des 2 côtés de la frontière) ;
- ✓ La liste des radios rurales à caractères transfrontalières (des 2 côtés de la frontière)
- ✓ Le rapport d'étude.

Zones concernées

La prestation se déroulera au niveau des cercles des 03 régions de Sikasso : Sikasso, Koutiala et Bougouni. De manière à trouver un phasage avec les réalités des dynamiques transfrontalières en plus des chefs-lieux de région, les investigations doivent s'étendre sur les cercles de Yorosso, Kolondiéba et Kadiolo.

1- Zone des hauts Bassins = Kénédougou

Régions	Cercles	Communes
Koutiala	Molobala	Diouradouougou-Kafo
		Goudié-Sougouna
	Koury	Koury
		Ourikila
Sikasso	Dandéresso	Dandéresso
		Nongon-Souala
	Sikasso	Sikasso
		Finkolo
Nbre de Communes couvertes		08

2- Zone des Cascade: Espace Transfrontalier Loulouni-Ouéleni

Régions	Cercles	Communes
Sikasso	<u>Sikasso</u>	<u>Kaboïla</u>
	<u>Loulouni</u>	<u>Nimbougou</u>
		<u>Loulouni</u>
	<u>Kadiolo</u>	<u>Zégoua</u>
Nbre de Communes couvertes		04

3- Zone de la Bagoé: Espace Transfrontalier Badenya:

Régions	Cercles	Communes
Bougouni	<u>Fakola</u>	<u>Fakola</u>
		<u>Farako</u>
	<u>Kadiana</u>	<u>Kadiana</u>
		<u>Tiongui</u>
	<u>Kolondiéba</u>	<u>Kolondiéba</u>
Nbre de Communes couvertes		05

Les filières retenues

Les filières ont été retenues en fonction des espaces transfrontalier en étroite collaboration avec la direction nationale de l'agriculture, du génie rural, de la direction nationale des frontières ainsi que celle des collectivités territoriales

Dans l'espace transfrontalier de la Bagoé à la frontière avec la cote d'ivoire communément appelé Badenya, les filières à caractériser sont : riz, anacarde, maraichage et volaille ;

Dans l'espace transfrontalier du Kénédougou, les filières à caractériser sont : riz, pomme de terre/maraichage et mangue ;

Dans l'espace transfrontalier Loulouni-Ouéleni, les filières sont : riz, mangue et maraichage.

b. Situation de départ

Pour identifier la situation et les besoins qui existent au niveau des filières sélectionnées et en vue de l'atteinte de l'objectif mentionné plus haut, des données et informations de base sont nécessaires. Ces informations sont essentielles pour pouvoir formuler des mesures d'appui et développer une stratégie correspondante. Au Burkina, une situation de référence a été établie à la suite d'une étude dans la zone transfrontalière (rapport disponible). En Côte d'Ivoire, le processus en cours. Au Mali, la présente étude servira de référence.

D'une manière générale, dans la zone d'intervention du projet, les filières retenues ont été déjà dans le passé et/ ou sont appuyées à présent dans le cadre de projets et programmes divers dans les 3 pays (Burkina, Cote d'Ivoire et Mali). Les plus importants sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Projet	Objectif	Zones d'intervention
Helvetas (Burkina Faso) : Formation professionnelle, Entrepreneuriat, création d'emplois, insertion socioprofessionnelle des jeunes, Agroécologie et Energie renouvelable	Offrir des opportunités de développement économique pour les populations vulnérables (jeunes, femmes et déplacés internes)	Hauts-Bassins et Cascades (en cours)
SNV (Burkina Faso) : Développement économique et entrepreneuriat, assainissement, agroécologie, sécurité alimentaire (tubercule et aviculture) et énergie renouvelable		Hauts-Bassins (en cours)
Projet d'Appui à la Promotion des Filières Agricoles (PAPFA-4R) Burkina Faso: Promotion des filières Riz, Sésame, Niébé et du maraîchage et Pisciculture	Contribuer à la réduction de la pauvreté et stimuler la croissance économique	Cascades, des Hauts-Bassins (en cours)
Projet de Résilience et de Compétitivité Agricole (PReCA) Burkina Faso: Aménagement hydro agricole, Soutien à la production, Entrepreneuriat agricole et le Désenclavement des grandes zones de production.	Accroître la productivité du secteur agricole et de faciliter l'accès au marché aux petits producteurs ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises agro-alimentaires (PME) dans les chaines de valeur ciblées	Cascades et Hauts-Bassins (en cours)
PAFA au Mali : Programme d'Appui aux Filières Agropastorales : Filière pomme de terre et lait.	Accroître la productivité des petits exploitants et les entrepreneurs ruraux évoluant dans les filières « pomme de terre » et « lait ».	Sikasso (en cours)
Programme Jeunesses et Stabilisation (PROJES) au Mali	Promotion du développement local par la formation, insertion socio-professionnelle et la création d'opportunité économique pour les jeunes	Sikasso, Kolondiéba (en cours)
Projet CTARS (Commercialisation et Transformation de l'Anacarde dans la Région de Sikasso) au Mali	Promouvoir la culture de l'anacarde comme alternative à l'agriculture de subsistances	Kolondiéba (cloturé)

Programme pour l'emploi et la promotion des PME en Côte d'Ivoire (Initiative Spéciale emplois décents pour une transition juste, Invest for Jobs)	La croissance génératrice d'emplois réalisée par les entreprises africaines et européennes en Côte d'Ivoire a augmenté	Bagoué Poro
---	--	-------------

Une revue documentaire permettra de collecter des informations de base existante et d'affiner les outils de collecte des données complémentaires.

- c. La GIZ fait appel à un bureau d'étude consultant pour une durée de contrat prévue d'avril 2025 au juillet 2025
- d. Le bureau d'étude consultant fournira un ensemble de prestations. Il recrutera 6 enquêteurs pour la collecte de données sur le terrain. Les prestations à fournir sont les suivantes :
 - Animer la réunion de cadrage au niveau national sous la présidence de la DNA
 - Proposer un planning de la mission.
 - Faire une analyse bibliographique, proposer une note de démarrage et affiner la méthodologie (guides d'entretien, liste de structures et personnes ressources à rencontrer, etc.) ;
 - Animer la réunion de démarrage au niveau national : présentation de la note d'analyse bibliographique et le concept de collecte de données ;
 - Collecter les données par les enquêteurs de proximités sur le terrain (partout où les conditions de sécurité le permettent) dans les différentes zones transfrontalières ;
 - Analyser les données et rédiger un draft de rapport ;
 - Animer un atelier de restitution des résultats de l'étude.
 - Rédiger le rapport final

Par rapport à la caractérisation des filières retenues, sans être exhaustif, les aspects suivants devraient être traités :

- La description du caractère transfrontaliers de chaque filière ;
- La description des maillons (intrants, production agricole, transformation, commercialisation, mécanisation etc.). Préciser quel maillon se développe de l'autre côté de la frontière ;
- L'analyse FFOM de chaque filière et description des répercussions sur le développement des différents maillons ;
- Cartographie des acteurs par filière dans une dimension transfrontalière et définition des relations entre les différents maillons des CVA ;
- Le répertoire et la description des organisations des acteurs dans les différents maillons (Coopératives, fédérations, unions, etc.) ;
- Le répertoire des périmètres aménagés pour le développement des activités maraîchères et rizicoles et proposer lesquels sont propices ;
- Prestataires de services d'appui sont identifiés et leurs offres sont décrites ;
- Les besoins en renforcement de capacités des acteurs des filières sont identifiés ;
- Les centres de formation de proximités sont identifiés et leurs offres sont décrites.
- Une analyse de l'adéquation entre les besoins en formation des acteurs et les offres de formation des centres et autres prestataires de formation est faite ;
- Les besoins en nouveaux modules de formation des MPME et producteurs sont identifiés ;

- Propositions pour des mesures d'appui à réaliser dans le cadre de développement dans les différentes filières.

Par rapport à la caractérisation des MPME (voir en annexe la définition des critères de compétitivité), sans être exhaustif, les aspects suivants devraient être traités :

- Le répertoire des MPME existantes par maillon pour chaque filière. Une fiche d'inventaire de ses MPME sera produite et validée ;
- Evaluation du niveau de réduction des pertes post-récolte : (i) perte quantitative / physique; (ii) perte en qualité affectant la valeur du produit et (iii) les coûts d'opportunités résultant d'une transformation inadéquate (faible valeur ajoutée) par rapport au potentiel commercial effectif.
- Augmentation de l'utilisation des capacités : techniques (personnel, équipements), organisationnelles, etc.
- Augmentation de la qualité des produits : diagramme/ technique de production, hygiène (personnel, locaux/ lieu et matériel), etc.
- Innovation de produit (y inclus la diversification) : gamme de produit, nouveau produit, nouvelles techniques, etc.
- Exploration de nouveaux marchés : anciens marchés, nouveaux marchés, technique de fréquence d'exploration,
- Établissement sur le marché : clients, types de relations (formelles ou informelles)
- Amélioration de la gestion d'entreprise : outils de gestion (cahiers de stock, journalier, compte d'exploitation), gestion du personnel, comptabilité, etc.
- Accès au financement : compte bancaire, nombre de prêts contracté et solvabilité, etc.
- Amélioration des performances du personnel : plan de formation, formation reçue, niveau d'application des formations reçues, etc.
- Catégorisation des entreprises par niveau et par filière suivant les critères technico-organisationnels, managériaux, etc.;
- Etablir une situation référence chiffrés en termes de nombre et type de l'emploi (genre et âge), en chiffres d'affaires, investissement, capacité de production, de transformation et de commercialisation etc. ;
- Spécifier les besoins d'appui technique, financier et managérial des entreprises identifiées ;
- Identifier les risques et faiblesses des entreprises ;
- Les données sur le terrain seront collectées par les enquêteurs.

Jalons/ouvrages partiels	Date/lieu/responsable	Critères pour la réception
La réunion de cadrage de l'étude sommaire sur les filières et MPME. Outre les objectifs de l'étude et le mandat du consultant, les réflexions prendront en compte le planning, la méthodologie, etc. Un brainstorming des attentes sera fait.	5 jours après la signature du contrat	Lettre d'invitation de la DNA Un compte de rendu de la réunion avec la liste de participants visée par le CT
Rapport de démarrage : cela après une lecture analytique de la bibliographie disponible	10 jours après la réunion de cadrage	Reception du rapport de démarrage
Animation de l'atelier de démarrage au niveau national : présentation de la note d'analyse bibliographique et le concept de collecte de données ;	20 jours après la signature du contrat	Lettre d'invitation de la DNA Un compte de rendu de la réunion avec la liste de participants visée par le CT
Collecter les données sur le terrain	Cette phase démarrera une semaine après l'atelier de démarrage et durera 1 mois.	
Rapport provisoire	2 mois après la signature du contrat	Rapport provisoire
Animation de l'atelier de restitution des résultats	Une semaine après la réception du rapport provisoire	Lettre d'invitation de la DNA Un compte de rendu de l'atelier avec la liste de participants visée par le CT
Rapport final	Une semaine après l'atelier de restitution	Rapport final

II. Exigences pour l'offre

1. Qualification du personnel objet de l'offre

Le·la contractant·e doit, à l'appui des CV correspondants, proposer du personnel pour les postes indiqués et décrits ici en termes de tâches et de qualifications. Les qualifications mentionnées dans ce qui suit correspondent aux exigences à remplir pour obtenir le maximum de points dans l'évaluation de la partie technique de l'offre.

Six (6) enquêteurs nationaux de proximité chargés de la collecte de données sur le terrain seront recrutés et prise en charge par le bureau d'études. Ce dernier devrait donc s'assurer de leur expérience dans la collecte des données en milieux rural et urbain. Leur préparation et leur gestion sur le terrain relèvent entièrement du pouvoir bureau d'études.

1.1 **Expert-e 1 : Direction de l'équipe Expert/e national/e, spécialiste en analyse des filières agricoles**

1.1.1 **Qualifications générales**

- Formation :** Diplôme universitaire (au moins Bac + 4) en agroéconomie, économie rurale, agro-sociologie, agronomie, zootechnie, ou tout autre domaine pertinent
- Expérience professionnelle :** Avoir conduit une équipe pluridisciplinaire dans cinq (05) études de diagnostic des filières d'envergure en tant que chef d'équipe au cours des derniers 10 ans
Avoir conduit 2 études transfrontalières
Avoir conduit 3 études de diagnostic des MPME des filières agricoles ;
Avoir une expérience de 3 ans en ingénierie de la formation agricole rural.

1.1.2 **Expérience régionale/connaissance du pays**

Avoir réaliser des activités dans la zone transfrontalière Mali/ Burkina, Côte d'Ivoire ou dans la région Ouest africaine : 3 ans d'expériences ou cinq missions de courte durée au cours des dix dernières années.

1.1.3 **Langues :** tout candidat qui n'a pas niveau C1 en français se voit éliminer

Excellente maîtrise de la langue française C1

2. **Consignes de calcul**

Les frais de subsistance et d'hébergement seront remboursés sous forme d'indemnités journalières forfaitaires, à concurrence des plafonds fiscaux applicables au pays considéré, selon le tableau des taux par pays figurant dans la circulaire du ministère fédéral allemand des Finances (BMF) relative au remboursement des frais de mission et de déplacement (à consulter sous : [Bundesfinanzministerium - Steuerliche Behandlung von Reisekosten und Reisekostenvergütungen bei betrieblich und beruflich veranlassten Auslandsreisen ab 1. Januar 2025 \(Seulement en allemand\)](#) [page du ministère intitulée « Traitement fiscal des frais de déplacement et remboursements de frais de déplacement lors de déplacements à l'étranger motivés par des raisons professionnelles et raisons liées à l'entreprise à partir du 01/01/2024 »]).

Les frais d'hébergement seront remboursés sous forme d'indemnité d'hébergement comme indiqué dans le cadre estimatif détaillé ci-après.

Le frais correspondant à un dépassement raisonnable du plafond de l'indemnité d'hébergement pourront être remboursés sur présentation de justificatifs et s'ils font l'objet d'une justification particulière.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet

Aspects de durabilité en matière de voyages

La GIZ est tenue de réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO₂) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions (classe économique) ou en optant pour les moyens de transport, les compagnies aériennes et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO₂. Pour les trajets en Allemagne, optez de préférence pour le train (2e classe) ou l'e-mobilité.

Les émissions de CO₂ causées par les voyages en avion doivent être compensées. À cet égard, la GIZ prescrit un budget via lequel les coûts de la compensation des émissions de CO₂ font l'objet d'un décompte établi sur la base de justificatifs.

Le marché des certificats d'émissions de CO₂ rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La [fondation Alliance pour le développement et le climat \(site en allemand et en anglais\)](#) a publié une [liste de normes \(en allemand\)](#) dont la GIZ recommande l'application.

Jours d'honoraires	Expert1	Pool d'enquêteur (6 personnes)	Observations
Réunion de cadrage au niveau national sous la présidence de la DNA	1		
Analyse bibliographique, proposer une note de démarrage et affiner la méthodologie (guides d'entretien, liste de structures et personnes ressources à rencontrer, etc.) ;	5		
Réunion de démarrage au niveau national : présentation de la note d'analyse bibliographique et le concept de collecte de données ;	1		
Collecter les données sur le terrain dans les différentes zones transfrontalières	15	15	Chaque enquêteur doit faire 15 jrs y compris formation
Analyser les données et rédiger un draft de rapport	7		
Animer un atelier de restitution des résultats de l'étude.	3		
Rédiger le rapport final	4		
Total	36		
Frais de mission et de déplacement	Expert		Observations
Indemnités journalières pour le pays d'intervention	18	Tous les frais de déplacement, perdiem, hébergement à inclure dans les honoraires	Pour l'expert : 15 jours de collecte et 3 jours d'atelier de restitution à Sikasso
Indemnités d'hébergement pour le pays d'intervention	17		
Frais de déplacement (en voiture)	18		

Calculez votre offre de prix uniquement sur la base des consignes de calcul figurant dans le cadre estimatif détaillé ci-dessus. Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des jours, voyages, ateliers ou budgets. Dans le contrat, le nombre de jours / voyages / ateliers ou le montant des budgets seront convenus à titre de **plafonds**. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

3. Conception

L'offre doit montrer comment les prestations mentionnées au point I.4 (mission) seront fournies. Il convient de tenir compte des critères suivants:

Dans ce chapitre, le soumissionnaire doit réfléchir aux objectifs et aux tâches du présent appel d'offres, décrire le système partenaire et ses processus dans son domaine d'attributions et exposer la conception technique et méthodologique adoptée pour mettre en œuvre les tâches énumérées au chapitre 1 et pour atteindre les objectifs fixés. Il doit, en outre, présenter la conception de sa gestion du projet.

3.1 Interprétation des objectifs (point 3.1 du schéma d'évaluation)

Le soumissionnaire doit interpréter les objectifs dont la réalisation lui incombe. Il ne suffit pas, à cet effet, de reprendre les objectifs formulés au chapitre 1 des TdR, mais plutôt de décrire et d'interpréter les changements que l'objet de l'appel d'offres doit permettre d'atteindre directement dans le système partenaire, et de présenter les résultats positifs qui en découlent pour lui.

Le soumissionnaire doit en outre analyser sa mission de manière critique en:

- donnant son appréciation sur l'adéquation du concept de mise en place du personnel par rapport à la mise en œuvre des tâches prévues ;
- fournissant une évaluation des hypothèses de résultats sous-tendant la réalisation des objectifs ainsi que des risques éventuels liés à la mise en œuvre ;
- évaluant la conception technique.

3.2 Processus et acteurs dans le système partenaire (point 3.2 du schéma d'évaluation)

Les processus décrivent des modes opératoires ou ensembles de tâches nécessaires à la fourniture de certaines prestations dans un secteur, dans le système de coopération ou dans le système partenaire. La définition de ces modes opératoires et ensembles de tâches et leur mise en œuvre conformément aux règles sont de la responsabilité d'acteurs définis. Ces acteurs sont le plus souvent des institutions (par exemple des acteurs de la coopération transfrontalière, des ministères, des municipalités, des organisations paysannes, des chambres, des organisations non gouvernementales, des entreprises, des centres de formations, des banques/ microfinances), mais peuvent également être des personnes physiques (par exemple une personne ayant un pouvoir de décision élevé).

Le soumissionnaire doit, en se basant le cas échéant sur des documents de projet existants (cf. annexes), décrire les processus qui sont à l'œuvre dans le secteur ou le système partenaire et qui sont importants pour les prestations faisant l'objet de l'appel d'offres.

Le soumissionnaire doit présenter les acteurs (partenaires et autres) pertinents pour les prestations faisant l'objet de l'appel d'offres sous la forme d'une carte des acteurs. Dans la mesure du possible, les acteurs doivent y être nommés. Les mandats ainsi que les forces, les

faiblesses et les intérêts des acteurs en ce qui concerne les prestations faisant l'objet de l'appel d'offres doivent en outre être présentés de manière succincte.

En outre, le soumissionnaire doit décrire l'interaction entre les acteurs susmentionné-e-s. Il peut s'agir, par exemple, de la forme dans laquelle les différents acteurs coopèrent concrètement dans le cadre des processus susmentionnés, mais aussi des dépendances ou des conflits entre les acteurs et de leurs conséquences ou des formats de dialogue et de communication existants.

3.3 Stratégie (point 3.3 du schéma d'évaluation)

La stratégie de mise en œuvre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres est l'élément central du concept technique et méthodologique. Elle se compose des éléments suivants :

- approche adoptée en vue de la réalisation des objectifs des présents TdR ;
- établissement de coopérations avec les acteurs pertinents ;
- angles d'approche retenus pour favoriser les effets de levier et mettre en œuvre des mesures de mise à l'échelle ;
- prise en compte des exigences en matière de compatibilité environnementale et sociale (égalité de genre y compris) ;
- prise en compte appropriée d'autres exigences.

3.3.1 Approche stratégique pour atteindre les objectifs énoncés dans les TdR

Le soumissionnaire doit exposer et justifier la stratégie qu'il entend appliquer pour atteindre les jalons et réaliser les objectifs et résultats dont la responsabilité lui incombe (cf. chapitre 1).

A minima, cette méthodologie inclura :

- Le planning de la mission.
- La consultation de la bibliographie disponible (revue documentaire).
- La liste des structures : comme les services techniques, organisations faitières Agricoles, centres de formations Agricoles, ONG, PTF, etc...
- La collecte et l'analyse des données à suite des enquêtes de terrain.
- Restitution des résultats de l'étude.

3.3.2 Établissement de coopérations avec les acteurs pertinents

Le soumissionnaire doit développer un concept et décrire la manière dont la coopération sera établie avec les acteurs appelés à jouer un rôle important dans la mise en œuvre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres.

3.3.3 Angles d'approche retenus pour favoriser les effets de levier et mettre en œuvre des mesures de mise à l'échelle

Le soumissionnaire doit indiquer si, au-delà des mesures citées au chapitre 1, il existe des angles d'approche particulièrement prometteurs en termes d'effets de levier (obtenus, par exemple, grâce à des mesures ciblées dans le domaine de la « gestion des connaissances »), et les décrire. Pour ce faire, le soumissionnaire doit présenter des mesures visant à promouvoir la mise à l'échelle tant horizontale que verticale, et les expliciter. Il convient en particulier de soumettre des propositions sur la manière dont des innovations développées dans le cadre de la mise en œuvre peuvent être diffusées au-delà de la sphère d'influence du projet.

3.3.4 Prise en compte des exigences en matière sociale

Égalité hommes-femmes (genre)

Dans son offre, le soumissionnaire doit indiquer dans les grandes lignes comment il peut éviter les effets négatifs sur l'égalité des genres dans son domaine de responsabilité et comment il peut en outre contribuer à améliorer l'égalité des genres par des mesures appropriées. Le soumissionnaire doit prendre en compte de thèmes transversaux (p. ex. égalité de genre, quota de genre), utilisation d'une méthodologie spécifique pour les études.

3.4 Gestion du projet (point 3.4 du schéma d'évaluation)

Dans cette section, le soumissionnaire présente le plan d'opérations qu'il prévoit d'appliquer pour la mise en œuvre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres, décrit la méthode employée pour coordonner ses activités avec la GIZ et/ou le projet et les partenaires du projet et explicite son concept de soutien technique et de suivi (« backstopping »).

3.4.1 Plan d'opérations

Le soumissionnaire doit présenter et expliquer un plan d'opérations comprenant également un planning d'affectation du personnel pour l'ensemble des expert·e·s qu'il prévoit de mettre en place, et dédié à la mise en œuvre de la stratégie proposée. Ce plan d'opérations doit refléter les durées d'intervention (périodes et jours d'expert·e) et les lieux d'intervention des différent·e·s expert·e·s, tenir compte des jalons prévus au chapitre 1 et, en particulier, décrire en détail et dans l'ordre chronologique toutes les étapes de travail nécessaires. Le soumissionnaire doit définir des jalons allant au-delà des prescriptions énoncées au chapitre 1 et montrer comment ils se reflètent dans le plan d'opérations.

3.4.2 Coordination avec la GIZ et/ou le projet demandeur des prestations

Dans son offre, le soumissionnaire doit présenter l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour coordonner ses activités avec la GIZ et/ou le projet demandeur des prestations.

3.4.3 Pilotage et/ou coordination des mesures avec les partenaires d'exécution concernés

Le soumissionnaire doit désigner les partenaires d'exécution importants pour la mise en œuvre des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres et présenter et expliquer l'approche qu'il entend appliquer pour piloter ou coordonner avec eux les mesures prévues.

3.4.4 Suivi

En s'appuyant sur les prescriptions énoncées au chapitre 1, le soumissionnaire doit décrire dans son offre comment il recense et documente régulièrement l'état d'avancement des tâches, la réalisation des objectifs, les résultats obtenus ainsi que les risques dans son domaine d'activité.

Dans son offre, le soumissionnaire doit décrire comment il va peut respecter garantir le respect des exigences découlant du système de suivi de l'étude (voir chapitre 1). Il doit expliquer comment les informations pertinentes pour le suivi sont collectées et sous quelle forme et à quelle fréquence les données de suivi sont mises à jour. A ce titre un plan de suivi de la progression de l'étude sera proposé.

3.5 Exigences diverses (point 3.5 du schéma d'évaluation)

Le soumissionnaire explique, et dans toute la mesure possible, démontre d'ores et déjà de quelle manière la fourniture des prestations mettra concrètement en valeur les ressources nationales (p. ex. institutions nationales, partenaires de réseau, etc.).

III. Exigences relatives au format de l'offre

Le CV à remettre pour chaque expert-e ne doit pas dépasser quatre pages en tout. Le document contenant l'offre conceptuelle (le cas échéant) ne doit pas dépasser cinq pages. Si le nombre maximum de pages prescrit est dépassé, le contenu des pages en surnombre ne sera pas pris en compte dans l'évaluation. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

IV. Protection des données et sécurité de l'information

Les dispositions relatives à la protection des données et à la sécurité de l'information figurant dans la version en vigueur des Conditions générales (point 1.10, Protection des données) s'appliquent.

L'exécution du contrat peut impliquer le traitement de données à caractère personnel par le contractant, comme par exemple (mais pas uniquement) le traitement des noms et des coordonnées. Dans de tels cas, le sous-traitant agit en tant que RESPONSABLE DES DONNEES à part entière et doit respecter TOUTES les obligations applicables en matière de protection des données, y compris celles découlant des lois régionales et locales. Le sous-traitant ne peut traiter les données à caractère personnel que si l'objectif à atteindre ne peut être atteint sans ces données. Les principes de protection des données tels que la légitimité, la minimisation des données, l'exactitude, la limitation de la finalité, la limitation du stockage, la transparence, l'intégrité et la confidentialité et l'obligation de rendre des comptes ainsi que les nombreux droits de la personne concernée doivent être respectés. La GIZ n'est en aucun cas responsable d'un tel traitement.

Dans les cas où le contractant suit les instructions d'un partenaire de la GIZ, le partenaire est le responsable du traitement des données. Les lois et normes applicables ici pour lui et le contractant doivent être respectées et mises en œuvre.

Si le contractant n'est pas soumis au RGPD et que les lois applicables ne contiennent pas d'explications sur les principes et les droits en matière de protection des données mentionnés ici, il convient de se référer aux définitions du RGPD (Règlement (UE) 2016/679)

V. Annexes

Annexe 1 : zone d'intervention du projet SKBoWa



zones d'intervention: volet 3

1- Zone des hauts Bassins = Kénédougou

Régions	Cercles	Communes
Koutiala	Molobala	Diouradoukou -Kafo
		Goudié- Sougouna
	Koury	Koury
		Ourikila
Sikasso	Dandéresso	Dandéresso
		Nongon- Souala
	Sikasso	Sikasso
		Finkolo
Nbre de Communes couvertes		08

2- Zone des Cascade: Espace Transfrontalier Loulouni-Ouéleni

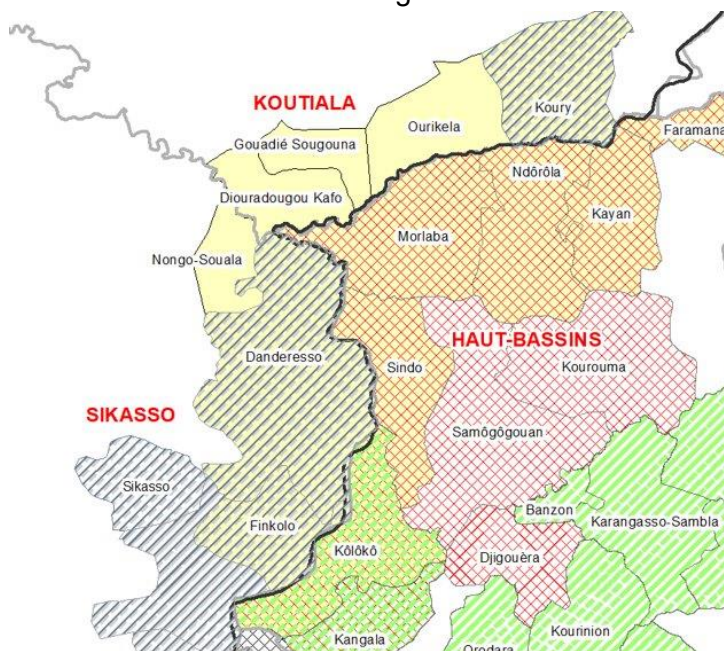
Régions	Cercles	Communes
Sikasso	Sikasso	Kaboïla
	Loulouni	Nimbougou
		Loulouni
	Kadiolo	Zégoua
Nbre de Communes couvertes		04

3- Zone de la Bagoé: Espace Transfrontalier Badenya:

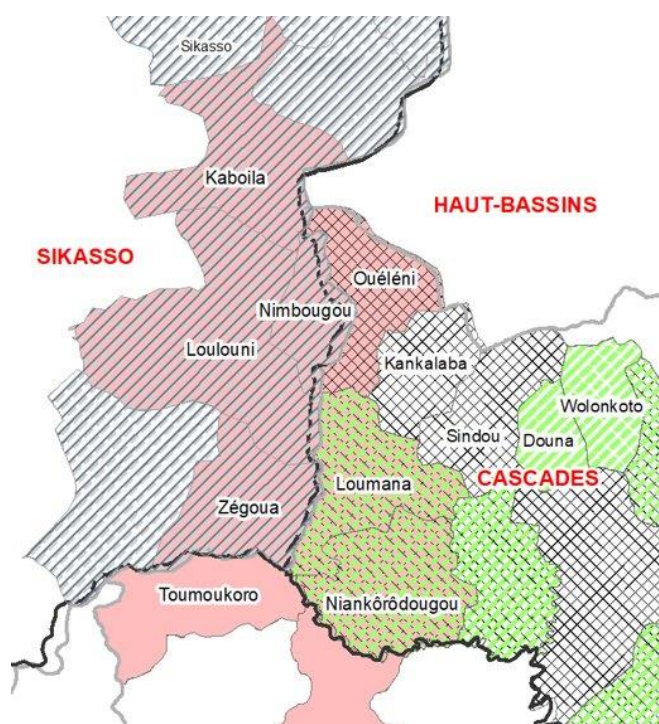
Régions	Cercles	Communes
Bougou ni	Fakola	Fakola
		Farako
	Kadiana	Kadiana
		Tiongui
	Kolondièba	Kolondièba
Nbre de Communes couvertes		05

Page 25

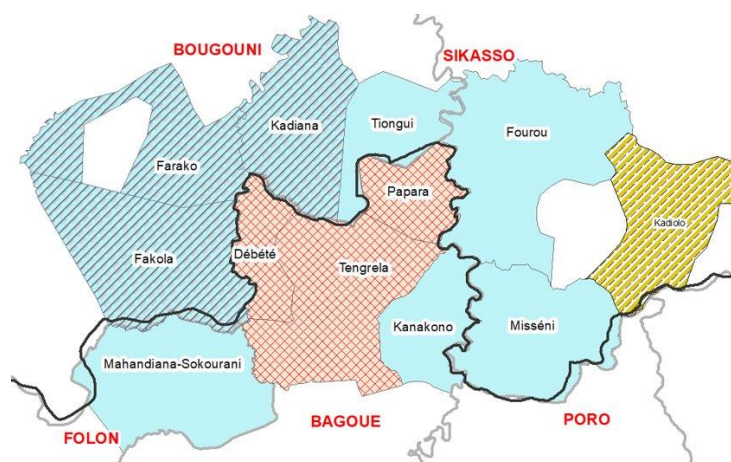
L'espace transfrontalière du Kénédougou



L'espace transfrontalier Loulouni-Ouéleni



L'espace transfrontalier de la Bagoé communément appelé Badenya



Annexe2 : Définition des critères de compétitivités des MPME

N°	Critère	Définition simplifiée
a	Réduction des pertes post-récolte	Diminution des pertes quantitatives et qualitatives des produits agricoles pendant la récolte, la manutention, le stockage, la transformation, le conditionnement, le transport et la commercialisation.
b	Augmentation de l'utilisation des capacités	Utilisation optimale des ressources (humaines, ressources financières...) existantes pour améliorer la production et réduire les inefficacités.
c	Augmentation de la qualité des produits	Amélioration des produits pour répondre ou satisfaire les exigences du consommateur/client/segment cible de l'entreprise
d	Innovation de produit	Création de la VA sur un produit existant et/ou Création de nouvelles variantes.
e	Exploration de nouveaux marchés	Prospection et/ou identification de nouveaux segments de marchés ou de nouvelles zones géographiques

f	Établissement sur le marché	Pénétration/conquête d'un segment de marché existant ou nouveau
g	Amélioration de la gestion d'entreprise	Utilisation optimale des ressources de l'entreprise
h	Accès au financement	Repérage des sources de financement et respect des conditions (Possession de comptes bancaires, de mobile money, tenue de comptabilité...) pour accéder à ces financements
i	Amélioration des performances du personnel	Renforcement des compétences et de la motivation des employés à travers la formation, l'encadrement et de meilleures conditions de travail.
j	Respect des normes environnementales	Application/respect des bonnes pratiques de production, de transformation et de commercialisation respectueuses de l'environnement

Annexe 3 : Critères – Innovations entreprises – Transversal - SME Loop

	Critères clés Oui/Non	Points
Q1	L'entreprise est-elle formalisée (enregistrée et reconnue par l'Etat) ?	1
Q2	L'entreprise possède -t- elle un plan de développement actualisé ?	1
Q3	L'entreprise possède -t- elle un plan d'affaires ?	1
Q4	L'entreprise possède -t- elle un compte bancaire ?	1
Q5	L'entreprise a-t-elle son cahier/livre journal à jour ?	1
Q6	L'entreprise a-t-elle un organigramme actualisé et affiché au sein de l'entreprise?	1
Q7	Au cours des 12 derniers mois, l'entreprise a-t-elle connu une augmentation de son chiffre d'affaires ?	1
Q8	Au cours des 12 derniers mois, l'entreprise a-t-elle créé au moins un emploi permanent avec un salaire décent ?	1
Q9	Au cours des 12 derniers mois, l'entreprise a-t-elle pu élaborer un compte d'exploitation ?	1
Q10	Au cours des 12 derniers mois, l'entreprise a-t-elle connu une augmentation de ses investissements ?	1
Q11	Au cours des 12 derniers mois, l'entreprise a-t-elle connu une réduction de ses coûts de charges unitaires ? (Facteurs internes à l'entreprise)	1
Q12	Au cours des 12 derniers mois, l'entreprise a-t-elle connu une augmentation de ses relations d'affaires formalisées ?	1
Q13	Au cours des 12 derniers mois, l'entreprise a-t-elle connu une augmentation du nombre de clients ?	1
	Total	13
	Adoption	7